



**Éducation
monde**

Déclaration liminaire

Comité social d'administration

4 décembre 2025

Madame la directrice générale,

Cher·es collègues,

Doute, angoisse, déception voire colère. Voilà aujourd'hui l'état d'esprit de nombreux collègues et il est justifié, les raisons sont nombreuses et objectives.

En premier lieu, des décisions prises et imposées sans aucun effort réel de communication ou de consultation traduisent une verticalité de l'information pour ne pas dire du pouvoir.

- **Des décisions imposées aux agents tout d'abord**

- La suppression des postes d'enseignants entraîne déception et colère ; ce n'est pas nouveau, mais cela devient une tendance de plus en plus lourde.

- Les retours imposés engendrent quant à eux stress et sentiment d'abandon : des retours sans aucun accompagnement, sans points nécessaires pour retrouver un poste convenable, sans considération ni marque de reconnaissance pour les années passées au service de l'AEFE.

Au contraire ! Les demandes de recours ont abouti à un refus de prolongement quasi systématique. Mais qu'en est-il des raisons qui ont permis quelques exceptions ? Le manque d'informations crée ici un sentiment d'incompréhension et d'injustice qui interroge. Ces demandes ont-elles été étudiées ? Le MEN leur a-t-il prêté un peu d'attention ? Qu'a fait l'Agence pour les soutenir ?

Face à ces refus mal vécus, certains sont tentés par un contrat local, la démission ou prêts à porter leur cas devant le tribunal administratif. La démarche juridique sera longue et coûteuse, mais, sur ce dossier comme sur d'autres, faire appel à un avocat apparaît de plus en plus comme la seule voie vers laquelle se tourner lorsque le dialogue social est bloqué, pour ne pas dire inexistant.

- Dans le réseau, un autre sujet préoccupe aussi beaucoup les personnels depuis quelques semaines. Bon nombre d'entre nous réalisons, en effet, que la Protection Sociale Complémentaire, non contente d'être obligatoire, coûte cher et ne vaut guère. L'impression très majoritaire est qu'il s'agit d'une arnaque, d'un recul présenté comme une avancée. Alors oui, là encore, nous sommes en colère !

- **Des décisions sont également imposées aux organisations syndicales sans négociation**

Les OS sont censées être des partenaires sociaux. Mais est-ce donc une façon de traiter ses partenaires que de les laisser à l'écart ou de leur refuser les décharges syndicales nécessaires à leur action ?

Nous anticipons votre argument : « les décharges n'ont été refusées qu'à des Personnel de Droit Local ». Mais précisément ! Alors que le nombre de PDL ne cesse d'augmenter au regard des personnels détachés (en témoigne le RSU 2024), les organisations syndicales doivent aussi pouvoir s'appuyer sur les collègues en contrat local. Ceux-ci pourront seuls à terme assurer une certaine continuité, alors même que les détachés, soumis au turnover induit par la limitation du détachement, seront moins à même de s'engager.

Sidération et colère ont aussi gagné nos rangs, lorsque, phénomène inédit au cours d'une mission syndicale, des visites d'établissement ont été refusées à nos militants, à Shanghai, Pékin et Singapour, en accord avec la Direction Générale de l'Agence. Face à tous ces signaux, comment ne pas craindre une limitation rampante du droit syndical ?

Comment ne pas s'inquiéter encore face à toutes ces annonces descendantes et alarmantes concernant le budget de l'Agence, la nature des contrats et sans doute la fin programmée de l'AEFE, telle que nous y nous sommes attachés. On nous laisse parfois parler, oui, mais sommes-nous entendus ?

Une autre tendance justifie nos sentiments : les délais courts, changeants et incertains que l'on nous impose.

- **Ainsi, les collègues s'interrogent angoissés**

- Face à la réception de courriers pressants, leur demandant de se prononcer sur leur renouvellement de détachement, alors même que les commissions de recrutement n'ont pas encore eu lieu.

- Angoisse aussi pour ceux qui postulent à l'aveugle sur des postes dont ils ne connaissent pas l'évolution des avantages : familiaux ou ICCVL, la réforme annoncée tardant à être discutée et mise en place.

En sapant peu à peu les avantages des détachés, l'Agence ne tendrait-elle pas à faire croire aux personnels que finalement ce n'est pas si mal d'être en contrat local ? Les postes sont nombreux sur la plateforme Talent ! C'est oublier que le droit local de beaucoup de pays est bien moins protecteur socialement et limite les droits syndicaux des personnels, comme évoqué plus haut.

- Angoisse enfin, pour les collègues dont les postes sont menacés de fermeture pour des raisons diplomatiques, sécuritaires ou financières au Mali, en Turquie et ailleurs. Que faire à quelques jours du mouvement de recrutement des détachés ?

Pourquoi finalement multiplier les CHSCT locales, les cellules de crise, les GT prévention des risques psychosociaux si, au final, les personnels ne sont que des numéros facilement remplaçables ? Ce mépris des ressources humaines qui font la richesse et le dynamisme du réseau provoque déception et colère.

- **Pour les OS, l'indignation est générale...**

Face à des réunions et des GT que l'on repousse, parfois au dernier moment, à des mises en œuvres reportées, au manque de respect des délais pour l'envoi des documents voire l'absence même de document ou d'ordre du jour, nous voyons que tous les collègues des services centraux sont eux-mêmes sous pression.

Les annonces attendues pour le prochain CA du 18 décembre tomberont la veille des vacances de Noël. Quelle nouvelle surprise nous attend ? Le timing aurait-il précisément été choisi pour éviter une mobilisation contestataire ?

Au final, toute cette indifférence voire ce mépris à l'égard des agents du réseau et des services centraux et des OS, ne relèveraient-ils pas d'une stratégie raisonnée ? Susciter doute et incertitude entraînant stress et angoisse chez tout un chacun, n'est-ce pas un moyen de jouer sur le soulagement ? de conduire à l'acceptation d'une dégradation des conditions de travail et du dialogue ?

Cette gestion descendante, froide, technocratique et purement comptable des personnels, que l'on croyait l'apanage du MEN, semble désormais la norme au sein même de l'Agence.

En tant qu'organisation syndicale, nous ne pouvons que le regretter et demandons, au-delà des stratégies vitrines que l'AEFE met en avant, le retour de l'humain, de l'intelligence collective et d'un réel dialogue social au sein d'un réseau auquel on voudrait croire encore...

Merci pour votre écoute.